



JUSTICIA Asbl

Organisation congolaise de promotion et de défense des droits de l'homme et du droit international humanitaire, adresse : 94 avenue Adoula coin des usines, Commune Lubumbashi, Haut Katanga /RDC, Tél : +243994075131, +243971654932, E-mail :justicia.asbl@gmail.com, Site web : www.justiciahumanrights.org

COMMUNIQUE DE PRESSE N°012/JUST/2023

JUSTICIA ASBL DESAPPROUVE LA RECHERCHE DES BAKATAKATANGA PARMIS LES MEMBRES DU PARTI POLITIQUE ENSEMBLE POUR LA REPUBLIQUE

JUSTICIA Asbl vient d'être saisi par des membres des familles de trois personnes dont l'un est un adhérent du parti politique Ensemble pour la République et deux autres qui seraient ses parents et qui n'avaient plus donné des nouvelles depuis quelques jours.

En effet selon le recoupement des sources d'informations à la disposition de JUSTICIA Asbl, messieurs **Eric MUSAKAY, Russel KASONGO, Emma KANU**, ont été enlevés par des éléments des services spéciaux au niveau de la station d'essence de Makomeno, alors qu'ils s'approvisionnaient en carburant. Après audition et saisi des biens se trouvant à bord de leur véhicule, ils seront transférés à l'ANR Haut-Katanga où ils subiront un interrogatoire orienté vers leur appartenance au mouvement insurrectionnel dit maï-maï Bakatakataka. Parmi les biens saisis de leur véhicule se trouveraient des cartes des témoins à l'observation de l'enrôlement des électeurs.

JUSTICIA Asbl déplore qu'à la veille de la tenue des élections générales en RDC que ces genres d'arrestations se font contre des membres des partis politiques.

JUSTICIA Asbl alerte également que l'instrumentalisation des services de sécurité pour des fins politiques contribuent à envenimer la situation sociale et politique déjà tendue à la suite de la programmation pour de la loi dite TSHANI.

C'est également l'occasion pour JUSTICIA Asbl de rappeler qu'entre les années 2016 et 2018, une rocambolesque affaire de supposés 360 faux mercenaires avait été montée par l'ANR en justice avec pour objectif principal inavoué d'écarter un candidat à l'élection présidentielle. L'arrestation arbitraire par l'ANR/Kinshasa des journalistes Jeff KAZADI et Niarkos en est une autre illustration d'un montage d'une affaire qui avait des liens avec les Bakatakataka qui ne l'étaient pas réellement et qui croupissent jusqu'à ce jour au cachot de l'ANR/Kinshasa.

JUSTICIA Asbl s'étonne qu'en 2023, pour les mêmes motifs, l'instrumentalisation des services de sécurité et de l'assemblée nationale viserait à disqualifier encore des congolais des joutes électorales et pourrait discréditer le processus électoral déjà en vigueur depuis plus d'une année. Raison pour laquelle elle exige la libération sans condition de 3 messieurs ainsi que ceux impliqués dans l'affaire.

Fait à Lubumbashi, le 18/04/2023

JUSTICIA Asbl